



## Déclaration liminaire de la FSU 67 au CDEN du 5 juillet 2017

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Le nouveau président promettait une nouvelle politique. Cependant, le ministre de l'Education nationale nouvellement nommé n'a rien de l'homme neuf prétendument issu de la société civile. Les enseignants le connaissent bien puisque de 2009 à 2012 il a été le maître d'œuvre, voire l'instigateur des réformes les plus néfastes de l'ère Sarkozy.

Dans les écoles, c'est la consternation qui est audible en cette fin d'année scolaire. Les mesures phare de la campagne électorale sont en cours d'application, comme d'habitude, à moyens constants. Pour dédoubler les CP en Rep+, projet initial déjà revu à la baisse, il a fallu trouver des enseignants... L'Education nationale s'est donc employée, comme à l'accoutumée, à déshabiller Pierre pour habiller Paul. Les CP seront dédoublés au détriment du dispositif « Plus de maîtres que de classes ». Ce dispositif semblait porter ses fruits, il ne sera jamais évalué, enterré avant même sa maturité.

Quant au leitmotiv du 100% de réussite en CP, les praticiens que nous sommes restent très dubitatifs. Si les miracles existaient, gageons que cela se saurait. Quel sens donner à la mesure de réduction des effectifs des classes de CP en REP+ ? Après un cursus en maternelle à 30 élèves par classe, une année de CP dans une classe à 12 suffirait-elle à mieux aborder la suite de la scolarité primaire dans des classes à plus de 25 élèves ? Ce sont les effectifs de TOUTES les classes qui doivent être allégés !

La question des rythmes, une fois de plus, revient sur le devant de la scène : effet boomerang sans doute. La réforme des rythmes s'est faite en 2013 sans les enseignants, et a profondément déstabilisé les écoles et dégradé les conditions d'enseignement.

Le SNUipp-FSU a constamment porté la nécessité d'une remise à plat du décret « Peillon » parce qu'il imposait de manière uniforme la semaine de 4,5 jours à toutes les écoles et parce qu'il donnait trop de poids aux collectivités locales. Un nouveau décret est paru, permettant « sous conditions », des évolutions souhaitées par les enseignants. S'ils veulent majoritairement avoir la possibilité de pouvoir travailler sur 4 jours, ils savent aussi que l'essentiel est ailleurs. Ils demandent en tout premier lieu une baisse des effectifs par classe, particulièrement élevés dans notre pays. Ils demandent la reconnaissance de tous leurs temps de travail et revendiquent la possibilité de pouvoir travailler en équipe.

Bien évidemment, le SNUipp-FSU n'est pas dupe : ce qui réunit les décrets Peillon, Hamon et Blanquer est le renforcement de l'impact des mairies dans la vie des écoles.

Cependant, le SNUipp-FSU a voté pour le projet de décret lors du CSE. Un vote qui prend acte de la volonté majoritaire de la profession de pouvoir bénéficier d'organisations de la semaine sur 4 jours ou 4 jours et demi, mais qui ne constitue nullement un blanc-seing à la politique éducative du gouvernement.

Pour la FSU, ce nouveau ministère continue la bonne vieille politique des annonces destinées à séduire le plus grand nombre. Ces annonces ont des conséquences négatives et ne sont pas à la hauteur des enjeux pour l'Ecole et pour la réussite de tous. Nous ne voulons pas d'une école en marche... sur la tête.